



“Ce qui augmente pour cette classe d’âge, c’est le délai d’obtention du 1<sup>er</sup> emploi stable pour lequel on commence à cotiser sérieusement. Il se situe désormais à 28 ans.” Camille Peugny, sociologue.

**S**igne des temps, la pauvreté a changé de camp en France ! Dans les années 1970, elle touchait d’abord le troisième âge. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, elle s’abat sur la jeunesse. Qu’on en juge, aujourd’hui 18 % des 18/25 ans vivent sous le seuil de pauvreté, contre 7 % des plus de 60 ans. Une situation qui a fini par ôter à cette génération ce qu’un vieil adage voyait comme sa première caractéristique : l’insouciance. Selon le baromètre Ipsos réalisé par le Secours populaire et publié en septembre de cette année, un jeune sur deux se dit aujourd’hui angoissé par sa situation et un sur trois en colère quant à son avenir. Jamais depuis l’après-

*tiser sérieusement. Il se situe désormais à 28 ans”, note Camille Peugny. Ce chercheur à l’Ecole des hautes études en sciences sociales a été l’un des premiers théoriciens du déclassement, ce phénomène récent qui révèle qu’à qualification égale, une partie d’une classe d’âge ne parvient pas au même statut que ses parents.*

## La question endémique du 1<sup>er</sup> emploi

Si les plus jeunes ont toujours été une variable d’ajustement sur le marché de l’emploi, au cours de deux dernières années, deux éléments ont joué avec encore plus de force que d’habitude contre eux.

cette inquiétante situation : le faible niveau de qualification de ces jeunes mais aussi la discrimination à l’embauche compte tenu de leur

*18 ans est l’âge de la majorité légale et 25 ans celui auquel il est possible d’accéder aux mimima sociaux. Entre les deux, le no man’s land*

lieu de résidence. L’économiste Eric Maurin y voit même une troisième cause politiquement moins correcte : leur origine. La seconde génération de l’immigration est toujours en mal d’intégration.

## L’épée de Damoclès du déclassement

A l’autre bout de l’échelle, les jeunes diplômés ne sont pas particulièrement à la fête. “Certes le diplôme est la meilleure protection contre le chômage, mais s’il s’avère de plus en plus nécessaire, il est de moins en moins suffisant”, prévient le sociologue Camille Peugny. Selon les études menées, 20 à 25 % d’une classe d’âge souffre aujourd’hui de déclassement, ce qui signifie qu’elle occupe un emploi avec un revenu moins élevé que ce que son diplôme est censé lui fournir. Toujours selon les mêmes projections, un enfant de cadre sur quatre n’accède pas au statut social de ses parents, mais doit se “contenter” d’être ouvrier ou employé. De quoi alimenter le doute mais aussi la colère de centaines de milliers de jeunes à qui l’on a vendu le diplôme comme un passeport sécurisé pour l’emploi. Personne en revanche ne les a prévenus qu’ils pouvaient subir de plein fouet l’effet de ciseau entre l’augmentation du nombre de bac +3 et de bac +5 et la croissance beaucoup plus modeste d’emplois correspondant à ce niveau de qualification. “Il y a 15 ans, 10 000 ingénieurs sortaient des écoles, aujourd’hui ils sont 30 000, ce qui ne les met pas en position de force sur le marché, donc il y a des effets salariaux”, résume Emmanuel Sulzer, docteur en sociologie et attaché au Centre d’études et de recherche sur les qualifications (Cereq). Difficile, donc, de faire preuve d’un optimisme béat lorsqu’à 20 ans on est

forcé de se dire que l’on devra faire plus d’efforts que ses parents pour parvenir à un niveau de vie sans doute moins appréciable.

## La responsabilité de l’Etat providence

Cet accès perturbé au marché de l’emploi est responsable d’un malaise aussi bien économique que social. L’accès à l’autonomie des 18/25 ans est de plus en plus aléatoire et ils le vivent légitimement de plus en plus mal. Des états d’âme qui se retrouvent dans les sondages réalisés à l’échelon européen, où il apparaît que les jeunes Français sont bien plus pessimistes quant à leur avenir que les Britanniques ou les Scandinaves. Sans doute faut-il y voir un lien avec le fait qu’ils quittent le cocon familial bien plus tard, en moyenne à 28 ans, que leurs homologues du nord de l’Europe.

Il est vrai que la politique menée par l’Etat tant en matière fiscale que sociale n’est guère favorable aux 18/25 ans. Cette classe d’âge est d’ailleurs le résultat de seuils fixés par la puissance publique. 18 ans est l’âge de la majorité légale et 25 ans celui auquel il est possible d’accéder aux mimima sociaux. Entre les deux, le no man’s land social. Pas de capital-formation, ni allocation d’autonomie (voir encadré) pour ceux qui entrent dans l’âge

suite du parcours. “Lorsque des jeunes acceptent une sous-qualification sur le marché du travail, 10 ou 15 ans après nous en voyons encore les effets. Ce phénomène est visible pour la génération entrée dans la vie active en 1993/1995 au moment de la crise, comparée à celle de 1995/2000”, note le chercheur Guillaume Allègre. Le sociologue Louis Chauvel, dans son dernier ouvrage *Le Destin des générations*, qualifie ce mouvement “d’effet de scarification”. En clair, cette entrée douloureuse sur le marché du travail laissera des cicatrices qui ne s’effaceront pas et conditionneront le statut et le comportement de toute une génération. “Une fois un individu engagé dans une trajectoire ascendante ou, sur une voie de garage, sa situation devient rapidement irréversible”, déplore-t-il. Au final, cette sensation d’échec ou de loupé expliquerait l’existence d’une souffrance générationnelle mais aussi d’un pic de suicides qui commence à apparaître parmi la génération née entre 1955 et 1960.

## La tentation de Venise ou... du maquis

Confrontée aux difficultés d’insertion et au mal-être, une partie de cette génération choisit de plus en plus fréquemment de fuir l’exception française en matière d’insertion des jeunes, pour s’expatrier. “Il y a 100 000 jeunes de plus en Grande-Bretagne depuis 5 ans. Ce sont d’une part des non-diplômés partis tenter leur chance ou des hyper-diplômés qui ne reviendront sur le territoire national que pour y faire naître leur premier enfant”, rappelle le chargé d’études du Cereq Emmanuel Sulzer.

D’autres, moins favorisés, vont choisir la voie de l’illégalité. A cet égard, les services de police observent que le basculement des délinquants primaires dans la criminalité organisée est de plus en plus précoce. Mouvement similaire auprès des mouvements religieux radicaux, où le recrutement prospère chez les jeunes, avec un discours qui impute à la société et à l’Etat tous les maux dont souffrent ces jeunes, laissés à la porte de l’intégration.

Les formations politiques situées aux extrêmes récupèrent également une partie de cette classe d’âge désireuse de crier haut et fort son mécontentement. Camille Peugny relève à cet égard deux études d’opinion riches de sens : “La part des jeunes qui considèrent qu’il faut transformer la société, y compris de façon violente, est passée de 6 % en 1990 à 24 % aujourd’hui. Quant à ceux qui se sentent proches de l’extrême gauche, ils étaient 7 % en 1990 et 13 % en 2008.”

## La recherche massive de sécurité dans la fonction publique

Cette jeunesse mal dans ses baskets et protestataire est cependant attendue au tournant par un Etat endetté et toute une catégorie d’actifs appelée à couler une retraite encore plus longue que ses aînés. Or au moment où la mondialisation exacerbe la concurrence entre les Etats, les jeunes Français rêvent plus de sécurité que de folles aventures entrepreneuriales. L’économiste Eric Maurin a fait ce constat en étudiant le parcours des classes d’âge entrées dans la vie professionnelle à partir de 1990 : “La récession de 1993 a été la première qui frappait la génération post-massifi-

*Un jeune sur deux se dit aujourd’hui angoissé par sa situation et un sur trois en colère quant à son avenir*

guerre, le futur n’est apparu aussi incertain pour ceux sur qui repose justement l’avenir d’une nation.

## Une génération beaucoup plus touchée que les précédentes

Loin de vouloir alimenter le chœur des pleureuses, les sociologues en sont conscients : traditionnellement, la période qui sépare la fin de la formation initiale de l’entrée dans la vie professionnelle est toujours une zone de turbulences. Ce “bizutage social” (je ne connaissais pas cette expression, mais pourquoi pas) est une étape presque initiatique qu’ont dû franchir toutes les générations depuis un demi-siècle. La nouveauté pour les 700 000 femmes et hommes nés chaque année entre 1985 et 1992 est qu’il est d’une violence sans précédent et qu’il laissera sans doute des cicatrices dans leur vie tant professionnelle que citoyenne. Cette génération aura plus de difficultés que celles qui ont vécu les Trente Glorieuses”, tranche Guillaume Allègre qui ausculte ces phénomènes pour le “Centre de recherche économique de Sciences-Po Paris”. “Ce qui augmente pour cette classe d’âge, c’est le délai d’obtention du 1<sup>er</sup> emploi stable pour lequel on commence à co-

D’abord les effets de la crise financière de 2008 ont poussé les entreprises à réduire en priorité intérim et CDD qui font office de sas d’entrée sur le marché du travail pour les 18/25 ans, même si, dans les phases de reprise, ils sont plus vite réembauchés que les seniors. Ensuite, “en pleine discussion sur les retraites, il y a eu moins de départs en préretraites et moins de contrats aidés, ce qui a donc entraîné une augmentation du chômage des jeunes”, analyse Guillaume Allègre. Cette génération est cependant loin de constituer un ensemble uniforme, il est frappant de constater qu’elle est touchée dans la plupart de ses composantes. Pour ceux issus des milieux les plus populaires et plus particulièrement pour les résidents des zones urbaines sensibles (ZUS), le sentiment de relégation ne fait que croître. D’après une enquête menée par l’Inspection générale des affaires sociales (Igas), l’écart entre le taux de chômage dans les ZUS et celui constaté dans les autres quartiers d’une même agglomération a encore augmenté. Il est passé de 14 points en 2003 à 18 points en 2008. Pour Agnès Jeanet, Laurent Caillot et Yves Calvez, les trois rédacteurs de ce document, deux facteurs expliquent



“La génération des parents a mangé le capital, ceux qui arrivent vont devoir le reconstruire.” Cécile Philippe, économiste, directrice de l'institut Molinari.

cation des études supérieures. A partir de ce moment-là, les jeunes ont utilisé leur capital scolaire non pas pour obtenir un emploi le plus qualifié possible, mais le plus protégé possible dans le secteur public. Ce qui a abouti à des cohortes de surdiplômés dans la fonction publique. 55 % des filles diplômées de l'enseignement supérieur travaillent pour l'Etat ou les collectivités locales.” D'où un phénomène de radicalisation au sein du secteur public que les syndicats eux-mêmes n'ont pas vu venir. Ces surdiplômés estimant qu'ils ont déjà fait

train de vie de l'Etat ou les nouvelles règles de mobilité. Un blocage

*Entre ceux qui choisissent de s'expatrier et ceux qui choisissent le secteur public, la France risque de perdre quelques longueurs dans la course à la compétitivité*

pour le moins inattendu, au moment où la réduction des déficits impose une baisse des dépenses publiques. Mais surtout, entre ceux qui choisissent de s'expatrier et

dre quelques longueurs dans la course internationale à la compétitivité.

## Leur prochain fardeau : le financement de la dette publique et des retraites

A l'intérieur de l'Hexagone, c'est un autre défi qui attend les 18/25 ans pour les deux décennies à venir : le financement des retraites et de la dette publique. L'économiste de l'institut Molinari, Cécile Philippe, dresse en la matière un tableau assez inquiétant : “D'ici à 2050, il faudra 450 milliards d'euros pour financer les retraites sur la base d'1,2 actif pour 1 retraité. Or, les prévisions du Conseil d'orientation des retraites sont beaucoup trop optimistes puisqu'elles ont été établies sur la base d'un taux de chômage à 4,5 % en 2024, alors que nous sommes en moyenne à 9,5% depuis 20 ans. Le fonds de réserve des retraites a déjà été entamé de 34 milliards pour payer les pensions actuelles. Nous sommes sortis de la notion même de répartition, dans laquelle les recettes des cotisants sont égales au montant du paiement des pensions. La génération des parents a mangé le capital, ceux qui arrivent vont devoir le reconstruire.” Sans compter que le financement des retraites n'inclut pas le financement de la dépendance. Aujourd'hui, outre l'allocation personnalisée à l'autonomie, (6,1 milliards d'euros) versée par les départements, l'aide informelle des enfants à leurs parents dépendants est estimée à

9 milliards d'euros. Quel devra être son montant quand, en 2060, la France comptera 32,1 % de sa population âgée de plus de 60 ans et 200 000 centenaires ?

De fait, cette génération risque bel et bien de mériter son qualificatif de “sacrifiée”, tant les attentes qui pèsent sur ses épaules sont bien supérieures à celles de ses parents, voire difficilement supportables, compte tenu de l'effort qui leur sera demandé.

D'autant qu'outre le financement des retraites, la nation a également plombé l'avenir de cette jeunesse avec le poids d'une dette publique équivalant à 83 % du Pib, soit 1 592 milliards, ce qui représente un encours de 62 000 euros par actif. L'économiste Cécile Philippe estime que la génération future sera incapable d'y faire face en l'état et rappelle quelques précédents historiques douloureux : “Par le passé, les dettes publiques n'ont été éteintes que de deux manières : par la dévalorisation des créances, ce qui a entraîné une forte inflation, ou par le recours à la violence, en utilisant l'expropriation ou la guillotine contre les rentiers, au moment de la Révolution.” ■

franck.bouaziz@nouveconomiste.fr

## Allocation d'autonomie L'idée fait son chemin

L'idée commence à faire son chemin et transcende les frontières politiques. En juin 2009, dans ses 50 propositions pour la jeunesse, Martin Hirsch, alors Haut commissaire chargé de ces questions, envisage un système à plusieurs étages. Un “compte de dotation”

bénéficiaire aurait stabilisé sa situation professionnelle.

A gauche, la fondation Terra Nova propose un “capital formation” auquel seraient éligibles aussi bien les étudiants que les non-étudiants et dont le remboursement se déclencherait dès lors que les reve-

*Un “compte de dotation” pour les jeunes de 15 à 18 ans de 4 000 euros et un prêt de 10 000 euros pour les plus de 18 ans*

pourrait être ouvert aux jeunes âgés de 15 à 18 ans et abondé par l'Etat, en fonction de la situation de leurs parents. Il en coûterait entre 1,6 et 2 milliards aux finances publiques pour doter d'une somme de 4 000 euros cette population. A ce dispositif, Martin Hirsch propose un prêt pouvant atteindre 10 000 euros pour les plus de 18 ans et qui ferait l'objet d'un remboursement, dès lors que le

nus du bénéficiaire dépassent un certain seuil. D'un montant de 16 000 euros, il permettrait aux jeunes de bénéficier d'un revenu de mensuel de 460 euros pendant trois ans. Ce capital formation coûterait 12 milliards à l'Etat, dont 8 milliards pourraient venir de la substitution aux aides à la famille et aux bourses. 4 milliards nets resteraient à la charge de l'Etat.

F.B.

## Editorial

### Une balle dans le pied

Quand les adultes défontent, ce sont les jeunes qui trinquent ? Pour la première fois en effet, et pour toute une génération, le futur est moins attractif que le passé. Au travail, famille, patrie des générations antérieures, nous leur avons substitué chômage, cohabitation forcée, déclassement social. Et à une succession de faillites -scolarité et éducation en tête-, nous avons ajouté une addition de factures, retraites, dette publique, environnement, dépendance.

*A une succession de faillites -scolarité et éducation en tête-, nous avons ajouté une addition de factures, retraites, dette publique, environnement, dépendance*

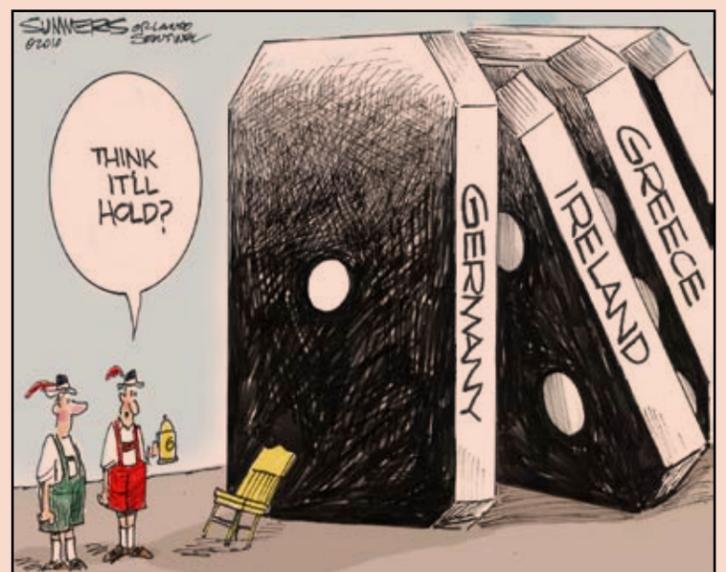
Aujourd'hui une jeunesse pour le moins frustrée, demain des adultes désabusés, au moment où la nation aura plus que jamais besoin de leurs forces vives. Une génération entière sacrifiée aujourd'hui, c'est toute une nation hypothéquée demain.

N'y a-t-il pas urgence à mettre en place une véritable réforme de fond en la matière, qui commencerait par un aveu et une reconnaissance publique de l'échec collectif ? Et serait suivie d'une véritable politique d'incitations, d'aides, d'allocations, qui leur soit exclusivement destinée. En attendant les réformes de fond sur l'ensemble de notre système, responsable, si ce n'est coupable de cette situation.

Afin de leur permettre d'ores et déjà de retrouver l'espoir, l'en- vie, l'ambition, la confiance dont notre génération, elle, a été plus que dotée.



Henri J. Nijdam



## Le nouvel Economiste

Entreprises, Affaires publiques, Economie sociale

“Le journal des Pouvoirs d'aujourd'hui”

Politique, économique, social, administratif, judiciaire, intellectuel, spirituel, médiatique.

5, passage Piver - 75011 Paris

Henri J. Nijdam, Président directeur de la publication  
henri.nijdam@nouveconomiste.fr

Gaël Tchakaloff, Directrice déléguée  
gael.tchakaloff@nouveconomiste.fr

E-mail: prenom.nom@nouveconomiste.fr

Abonnements: abonnements@nouveconomiste.fr  
1 an 149 € ht (152,13 € ttc)

### Editorialistes

Philippe Barret, Alain Bauer, Michèle Cotta, Philippe Delmas, Pierre Kosciusko-Morizet, Henry Lauret, Pascal Lorot, Paul Henri Moinet, Sylvie Pierre-Brossolette, Xavier Raufer, Gaël Tchakaloff

Rédaction - Tél. 01 58 30 83 63 - Fax 01 58 30 64 65

Directeur de la rédaction : Henri J. Nijdam. Rédacteurs en chef : Patrick Arnoux (83 61), Philippe Plassart (83 62). Rédacteurs en chef adjoint : Caroline Castets (85 54), Jean-Michel Lamy (87 89), Julien Tarby (85 94). Grands reporters : Franck Bouaziz (88 05), Jacques Secondi (85 56). Journalistes : Valérie Auribault, Anne-Sophie David (85 56), Sébastien Dumoulin, Edouard Laugier (85 53), Emmanuel Lemieux (conseiller éditorial), Alain Roux (88 98), Ariane Warlin (89 00). Edition - Papier & numérique - Tél. 01 58 30 83 64 - Fax 01 75 444 118

Responsable : Basile Escoffier (83 64). Rédacteur graphique : Alexis Dupont, Florian Petit (63 77). Maquettiste : Jonathan Laguerre. Correction - révision : Sophie Lamotte d'Argy. Edition suppléments : Aurélie Percheron. Développement numérique : BWE- Concept (basile@bweconcept.com).

Marketing & diffusion - Tél. 01 75 444 100 - Fax 01 75 444 119. Bases de données : responsable Antoine Wiczorek, (116), Nathalie Bourgitteau-Guiard. Abonnements, vente au numéro : responsable Djeneba Diaby (114), Anne-Marie Coezy (100)

Marketing & publicité - Journal papier - Journal numérique - site nouveconomiste.fr. Tél. 01 75 444 105 - Fax. 01 75 444 119. Directeur du développement : Jean-Baptiste Leprince (105). Assistant marketing & publicité : Alfred Cointreau (113). Responsables commercial supports : Damien Delachaux (115), Jonathan Grain (111). Equipe commerciale : Delphine Baudy (109), Ghita Berrada (112), Olivia Garson (107), Alexis Goger (102), David Marquis (108), Cécile de Poulpiquet (110), Julia Richer (106). Etudes & media-planning : Jeanne Arnaud (105).

Régies pays : NBcom (info@nbcom.eu); Veritas Communications (info@gscveritas.com)

Announces légales - Vie juridique, avis judiciaires, appel d'offres - Tél. 01 75 444 104

Responsable : Antoine Wiczorek (116). Anne-Gaëlle Laurent (104) - Le Nouvel Economiste est habilité à publier les annonces judiciaires et légales pour les départements de Paris (arrêté préfectoral n°2009-351) et des Hauts-de-Seine (arrêté préfectoral 2008-501)

Gestion & administration - Tél. 01 75 444 104 - Fax 01 75 444 118

Responsable : Saleha Medj (103). Anne-Gaëlle Laurent (104)

Le nouvel Economiste est édité par Publications du Nouvel Economiste, S.A. au capital de 1844633 euros. Print France Offset (Administratif) 3, rue de l'Atlas - 75019 Paris - Rotatives : 79, Route de Roissy 93290 Tremblay-en-France Dépôt légal : janvier 1993. Numéro de commission paritaire : 0910C85258. ISSN : 0395-6458. Principal actionnaire : Financière Nouvel Economiste S.A. [Média capital (HJ Nijdam), Compagnie Européenne des Médias (J. Abergel), Triple A (P. Pelletier), Nortier].

